



« Madame la Présidente, mesdames et messieurs les membres du CA

Le réseau AEFÉ arrive à un tournant critique de son développement. Les déconventionnements récents de Mexico et Londres, le déconventionnement envisagé à Calgary ne sont pas pour nous des cas isolés, mais des cas révélateurs d'une dynamique en cours, conduisant à une privatisation progressive du réseau. Nous redoutons un effet de contamination. Après le BREXIT, « le AEFEXIT » ?

Il manque à l'opérateur public une vision rénovée, une stratégie à moyen et long termes. Après la PEC que certains envisageraient de remettre au goût du jour après 2017, nous craignons l'arrivée de ce que nous avons appelé entre nous le « modèle MEC : Mercantilisme, Élitisme, Clientélisme ».

Chacune de nos interventions à ce CA ira dans le même sens : au-delà des choix techniques, au-delà des tableaux et des chiffres, quels sont les choix politiques sous-jacents ? Quelle est la vision à moyen terme ? À l'UNSA, les personnels ne sont pas hostiles au changement par principe. Ils réclament simplement une visibilité pour demain et pour les années à venir, pour être des observateurs avertis et acteurs de la conduite du changement dans le respect des valeurs qui sont les siennes.

Une semaine après le CT nous réitérons nos inquiétudes sur les difficultés rencontrées par les collègues pour obtenir leur détachement ou renouvellement de détachement. Il est impératif de parvenir à établir, avec le ministère, des règles de fonctionnement pérennes et suivies, car le plus difficile, pour les collègues, c'est également cette incertitude. Pour l'ensemble des personnels, cela génère un climat anxieux. Cela concerne toutes les catégories de personnels quel que soit leur statut, y compris les personnels en contrat local.

340 000 élèves scolarisés dans un réseau d'enseignement d'excellence de presque 500 établissements dans le monde. Mesdames, Messieurs du ministère des Affaires étrangères, Mesdames et Messieurs les représentants du ministère de l'Éducation nationale, Mesdames, Messieurs du ministère des Finances, Mesdames et messieurs les parlementaires, Mesdames, Messieurs les conseillers à l'assemblée des Français de l'étranger, Mesdames et messieurs les représentants des parents, Mesdames, Messieurs les membres du Conseil d'administration, une seule question se pose : partagez-vous notre inquiétude ?

